

MEMOIRE EN REPONSE A L'AVIS DE LA DREAL

Du 6 février 2023



TABLE DES MATIERES

1.	CONCERNANT LES ESPECES PROTEGEES	3
1.1.	CONCERNANT LES CHIROPTERES	3
1.2.	CONCERNANT LES AMPHIBIENS	4
1.3.	CONCERNANT L'AVIFAUNE	9
1.4.	CONCERNANT LES INSECTES	12
1.5.	CONCERNANT LA FLORE	13
2.	CONCERNANT LE SUIVI DES ESPECES PROTEGEES	13
3.	CONCERNANT LES TERRAINS AGRICOLES	14
4.	CONCERNANT LES DOCUMENTS D'URBANISME	14

Le présent document a pour objectif de répondre aux observations émises par l'Unité Départementale Aube – Haute-Marne de la DREAL Grand Est sur le projet de renouvellement et d'extension d'une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Lanty-sur-Aube, dans son rapport du 06 février 2023.

Ce document synthétise les réponses aux avis émis par les différents services et repris dans le tableau ci-dessous :

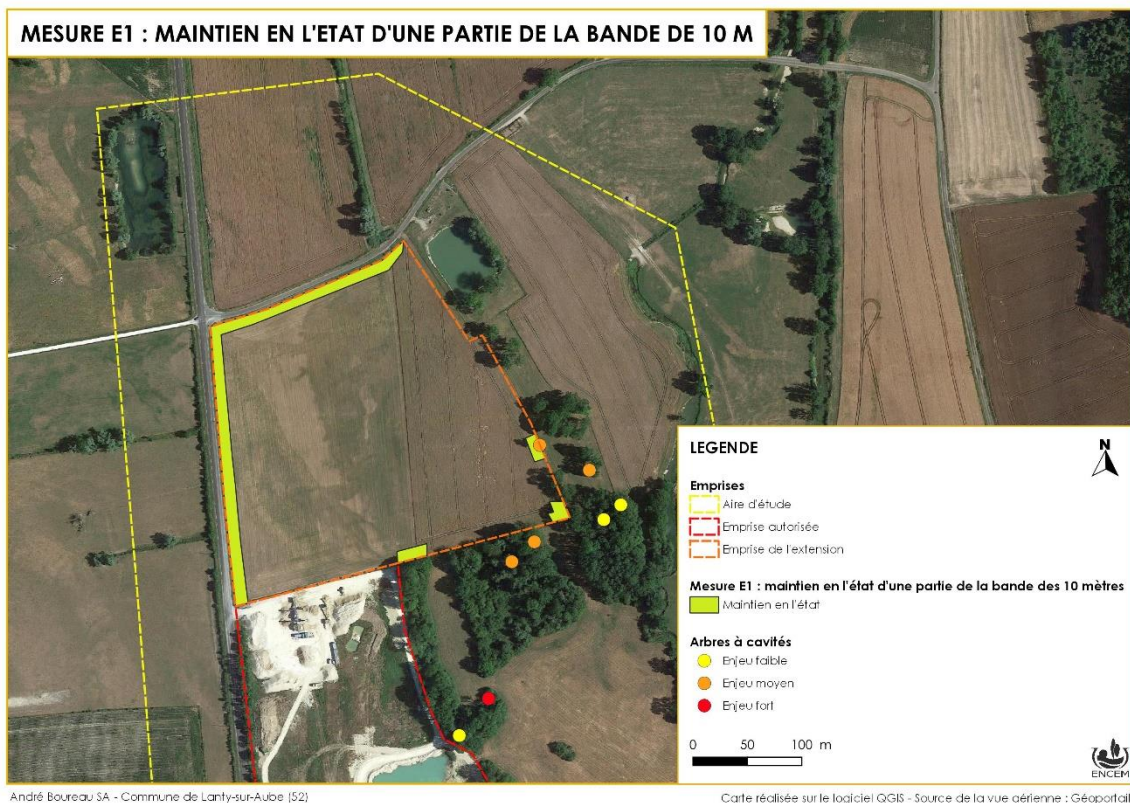
Thématique	Nom du service	Date de saisine	Date de contribution	Nature de l'avis
Milieu naturel / paysage	DREAL Grand Est	28/10/22	08/12/22	Demande de compléments
Urbanisme	DDT		09/12/22	Conforme aux règles d'urbanisme Demande de saisine de la CDPENAF
IOTA ¹ , Natura 2000 et Défrichement	DDT		/	/
Aspect sanitaire (Eau /Bruit)	ARS		17/11/22	Favorable sous réserve de prescriptions

1. CONCERNANT LES ESPECES PROTEGEES

1.1. CONCERNANT LES CHIROPTERES

L'étude d'impact précise que plusieurs arbres sont potentiellement favorables aux espèces forestières de chiroptères, dont deux se trouvent en limite de l'emprise du projet. Une mesure prévoit le maintien en l'état de plusieurs portions de la bande des 10m, dans la partie sud-est de l'extension. Toutefois, les portions concernées par le maintien (figure 68) ne semblent pas correspondre aux arbres à cavités identifiés dans la figure 55 (« Points d'enregistrements acoustiques des chiroptères et localisation des arbres à cavités »). Les portions conservées de la bande de 10m doivent être localisées en cohérence avec les arbres à cavités.

La portion de la bande de 10 m sur le côté Est de la zone d'extension est bien conservée sur la portion bordant l'arbre à cavités identifié (voir ci-dessous).



1.2. CONCERNANT LES AMPHIBIENS

En réponse, l'interdiction de toute intervention au droit des milieux aquatiques, en cas de présence d'amphibiens, pendant la période de reproduction (mesure R4) et le nivellement des pistes pour ne pas favoriser la reproduction d'amphibiens (mesure R5) sont pertinentes, mais demandent à procéder à une vérification régulière de la présence d'amphibiens. Le dossier précisera la fréquence de cette vérification à confier à un écologue et qui fera l'objet d'une inscription sur un registre, afin d'en assurer la traçabilité.

De plus, le dossier indique que les opérations sur les milieux aquatiques seront reportées à la période comprise entre septembre et février inclus, or les têtards d'Alyte accoucheur peuvent persister dans ces milieux pendant l'hiver. Le risque de destruction n'est donc pas écarté en ce qui les concerne et d'autres mesures doivent être présentées.

Les termes exacts écrits dans l'étude sont :

« En période de reproduction et de présence des amphibiens dans les milieux aquatiques, de mars à août, toute intervention au droit des milieux aquatiques (bassins de décantation, mares ou même simples dépressions humides...) sera proscrite afin d'éviter des destructions d'œufs, de têtards ou d'adulte. »

Cela signifie qu'il sera interdit d'intervenir sur les milieux aquatiques entre mars et août, qu'il y ait des amphibiens ou non dans les milieux, ce qui permet d'éviter de facto la plupart des impacts destructifs sur les amphibiens. Seuls les têtards d'Alyte restent donc potentiellement concernés par des impacts.

Concernant cette espèce, une vérification de l'espèce sera réalisée avant chaque opération de remaniement de milieux aquatiques (entre septembre et février). L'opération pourra être menée par le personnel de la société, après que l'exploitant se soit assuré de la formation de son personnel par un expert en écologie sur l'observation des pontes et têtards. Cette surveillance sera consignée dans un registre.

En plus de cela, le suivi écologique prévu tout au long de l'exploitation permettra d'assurer une veille sur les milieux de reproduction utilisés par les amphibiens, et en particulier l'Alyte accoucheur, et d'orienter au mieux les opérations d'entretien des terrains en exploitation.

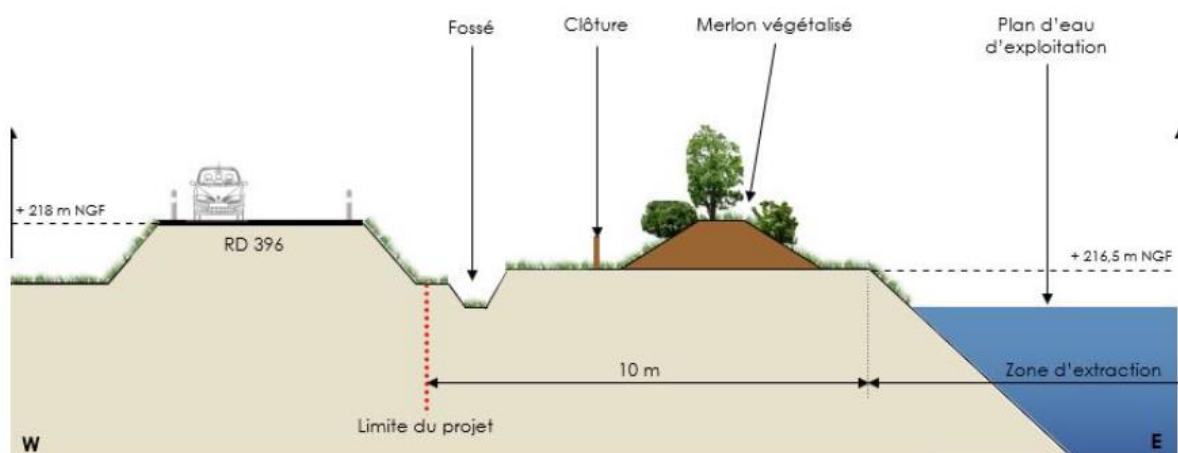
En cas de découverte de têtards tardifs, le remaniement devra être repoussé jusqu'au départ des amphibiens. Toute manipulation ou destruction intentionnelle des individus est proscrite.

L'étude d'impact expose que le grand bassin utilisé par les grenouilles vertes et par le Pélodyte ponctué est conservé, mais que des flaques ou points d'eau pourraient être détruits sur le carreau et à l'Est des installations (environ 575 m²). De plus, un fossé humide en bordure de la zone d'extension est susceptible d'être détruit partiellement ou endommagé par l'exploitation.

Pour pallier ces impacts, il est prévu le maintien en l'état de la portion de la bande de 10m comprenant le fossé humide, avec balisage du périmètre. La destruction des flaques et points d'eau nécessite d'attirer les amphibiens vers d'autres secteurs, par l'aménagement de mares temporaires qui leur sont favorables. Cet aménagement est prévu dans le cadre du réaménagement, sans que soit indiquée la période au cours de laquelle il interviendra. Ces précisions doivent être apportées pour pouvoir vérifier que les impacts sont suffisamment réduits. L'objectif est de maintenir en permanence des points d'eau de surface et fonctionnalité équivalentes à ceux qui sont détruits.

La mesure d'évitement prévoit bien d'éviter la totalité du fossé humide. La coupe ci-dessous (et présente dans le dossier) permet de visualiser plus précisément l'aménagement.

Figure 1 : Schéma de l'évitement des impacts au niveau du fossé humide



Comme indiqué dans le dossier, le plan de réaménagement prévoit la création de 3 mares pérennes de 50 m² à l'Est du plan d'eau actuel. Leur mise en place est prévue à l'issue de l'arrêté d'exploitation actuel, soit sur la période 2025-2026.

Ces mares viendront simplement pérenniser les mares temporaires du carreau, lesquelles sont principalement des trous d'eau liés au remaniement des terrains, et dont la fonctionnalité est très aléatoire et changeante selon les années et la pluviométrie. De leur côté, les autres habitats favorables, à la fonctionnalité plus stable, seront maintenus (plan d'eau principal, bassin de décantation, fossé humide le long de la route).

En complément, l'exploitant s'engage à geler un espace de 500 m² au sein de la zone décapée et encore non exploitée, et ce à chaque phase de l'exploitation. Cet espace ne devra être ni drainé ni nivelé, afin d'offrir des habitats temporaires équivalents à ce qui est présent actuellement. Il sera balisé (clôture, merlon bas ou rochers). Le suivi écologique qui sera mis en place s'assurera de la fonctionnalité du milieu préservé vis-à-vis de la reproduction des amphibiens, l'objectif étant de permettre l'accueil a minima des populations d'amphibiens relevées en 2021 sur ces terrains, avec des effectifs équivalents. Cette surface pourra être réévaluée en fonction des résultats des suivis écologiques.

Il n'y aura donc pas de rupture avérée dans la permanence des habitats disponibles, la situation étant même améliorée au fil du réaménagement des berges du site.

Par ailleurs, le dossier explique que l'habitat terrestre de l'Alyte accoucheur serait détruit aux abords du carreau et dans la prairie mésohygrophile à l'Est des installations (3500 m²). L'impact est considéré comme négligeable, car des milieux prairiaux sont reconstitués au fur et à mesure de l'exploitation et car des habitats de report existent à proximité directe.

Ces deux arguments méritent d'être détaillés. Il est vraisemblable que l'Alyte utilise de préférence des habitats tels que des tas de sable disponibles sur le site. Ces habitats doivent être identifiés et conservés. Ce type d'habitat doit également être prévu dans le cadre du réaménagement, à côté des mares. Pour les espèces pionnières, la profondeur des mares doit atteindre au moins 80 cm, afin de pouvoir rester en eau.

Le cas échéant, si l'habitat de l'Alyte accoucheur est réduit, ne serait-ce que partiellement ou temporairement, l'existence de l'habitat de report sera prouvée par l'apport des compléments suivants : la définition d'une zone d'étude justifiée par les capacités de déplacement de l'espèce, une cartographie des habitats permettant de mesurer l'équivalence entre les habitats détruits et les habitats de report (incluant des informations sur l'état de conservation des habitats), une analyse des capacités d'accueil des surfaces impactées et des milieux de report (superficie, ressources alimentaires...), une analyse de la continuité écologique entre le secteur détruit et la zone de report, la démonstration de la pérennité de l'habitat de report, une conclusion argumentée sur la capacité de report (sans effet significatif) pour la population concernée.

L'habitat identifié de l'Alyte accoucheur à l'Est des installations n'est pas une prairie mésohygrophile, mais une friche prairiale mésohygrophile.

Les mares temporaires prévues dans le cadre du réaménagement seront creusées de sorte à atteindre une profondeur de 80 cm minimum, afin de rester en eau le temps de la période de reproduction des espèces pionnières.

La capacité de déplacement de l'espèce est relativement faible en amplitude. La majorité des déplacements concerne les mouvements de sites d'hivernage aux sites de reproduction (entre 100 et 150 m¹).

¹ Fiche technique de l'Alyte accoucheur sur le Portail technique de l'Office Français de la Biodiversité – professionnels.ofb.fr

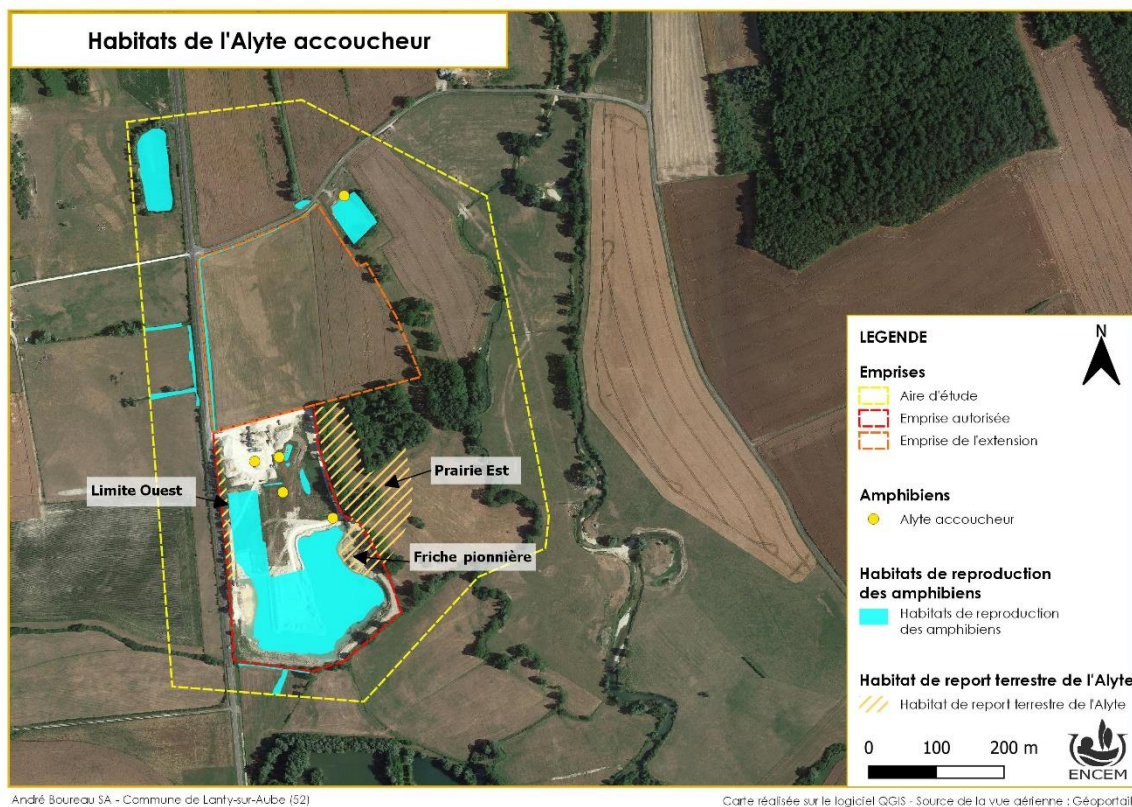
Un erratisme peut être constaté chez certaines colonies, permettant aux individus de coloniser de nouveaux biotopes, de quelques centaines de mètres à 2 kilomètres maximum. Les voies ferrées, les routes et autres infrastructures linéaires sont des discontinuités écologiques importantes pour cette espèce, les empêchant de se déplacer. La fermeture des milieux est également un frein au déplacement des individus.

Au sein même de l'aire d'étude, une première prairie de report existe à l'Est du site, totalisant une surface favorable de plus de 16 000 m² accessibles dans un rayon de 150 m des habitats aquatiques temporaires les plus proches (habitat figuré sur la carte ci-après).

Aussi, une petite friche de 2 400 m² sera maintenue pionnière à l'Est du bassin Sud, notamment car elle abrite une flore patrimoniale, le Silène noctiflore. Cette zone sera maintenue tout au long de l'exploitation et après la remise en état. Cette zone constitue elle aussi un habitat terrestre favorable à l'Alyte accoucheur, et elle est située à moins de 150 m de la mare la plus proche.

Aussi, 2 300 m² d'habitat permanent restera également disponible en limite Ouest du site, remontant le long du plan d'eau puis jusqu'à l'entrée du site.

Figure 2 : Habitats de l'Alyte accoucheur



L'espèce ne manquera donc pas d'habitat terrestre favorable à proximité de l'exploitation, surtout au regard de la population peu importante présente localement.

De plus, l'exploitation va permettre de maintenir un milieu pionnier tout au long de l'autorisation et donc d'assurer le maintien de la population sur le site. Les flaques du carreau et les nouvelles mares permettront le développement des têtards, tandis que l'adulte évoluera sur le milieu pionnier de la carrière, se servant des talus et tas de sables pour s'y abriter (les mesures saisonnières permettant d'éviter la destruction d'individus).

Les berges seront restituées en prairies humide à mésophile, et resteront favorables à l'Alyte, même si cela ne correspond pas à son habitat optimal.

Il est important de rappeler que c'est l'exploitation de la gravière qui a permis l'apparition d'un biotope favorable à cette espèce qui s'y est alors installée, profitant des tas de sables et de pierres pour s'y loger.

Ainsi, concernant l'habitat terrestre de l'Alyte accoucheur, le milieu pionnier de la carrière sera favorable à l'espèce durant toute l'exploitation, auxquelles s'ajouteront 10 700 m² d'habitat herbacé (plus ou moins pionnier) mélangé à de minces formations arborées, disponibles de façon pérennes à proximité directe des mares temporaires de reproduction (sans compter les possibilités de reproduction au sein du plan d'eau lui-même). La création de mares pérennes sur la rive Ouest permettra également d'assurer la reproduction de cette espèce, et de lui permettre de reporter son habitat terrestre vers les rives et prairies situées au Sud du plan d'eau. Des monticules pierreux sont également prévus dans le réaménagement, qui pourront servir d'abris pour les Alytes lorsque l'exploitation sera terminée. Ceux-ci seront à proximité des mares créées (moins de 150 m de distance). L'ensemble de ces éléments permettra d'assurer le maintien de la population d'Alytes accoucheurs sur le site, et leur maintien après remise en état.

Au surplus, le réaménagement est annoncé comme étant à vocation écologique et piscicole. De ce fait, le plan d'eau, malgré ses hauts-fonds, risque de ne plus être favorable aux amphibiens.

Cela renforce la nécessité de prévoir et de maintenir des mares au bénéfice des amphibiens.

Les mares pérennes ont justement pour vocation de fournir aux amphibiens des habitats favorables exempts de poissons, tout en étant connecté à la nappe alluviale pour leur alimentation en eau. Ces mares, déconnectées du plan d'eau, ne seront pas colonisées par des poissons.

Enfin, il est nécessaire de prévoir la mise en place d'une gestion pour maintenir les mares dans un état favorable aux amphibiens présents, pendant toute la durée de l'exploitation. Un prolongement au-delà de cette durée serait encore plus avantageux et favorable à la biodiversité.

En effet, un complément doit être apporté concernant les mares : celles-ci seront gérées tout au long de l'exploitation afin de maintenir leur fonctionnalité. Il s'agira principalement, lorsque cela sera nécessaire, de supprimer la végétation excédentaire qui risquera de fermer les mares, par élimination des ligneux, fauche des hélophytes voire curage du fond en cas de comblement par de la matière organique. Les opérations se feront en dehors des périodes sensibles pour la faune (soit entre septembre et février), et après vérification de l'absence d'amphibiens dans l'eau (têtards d'Alyte notamment).

Le suivi écologique pourra être utilisé pour planifier ces opérations d'entretien des mares, car il a vocation à vérifier l'efficacité des mesures ERC mises en place tout au long de l'exploitation, et de s'assurer de la pérennité de celles-ci. Le suivi permettra également de conseiller le client pour réajuster les mesures dans les cas où elles ne seraient pas fonctionnelles ou pérennes.

1.3. CONCERNANT L'AVIFAUNE

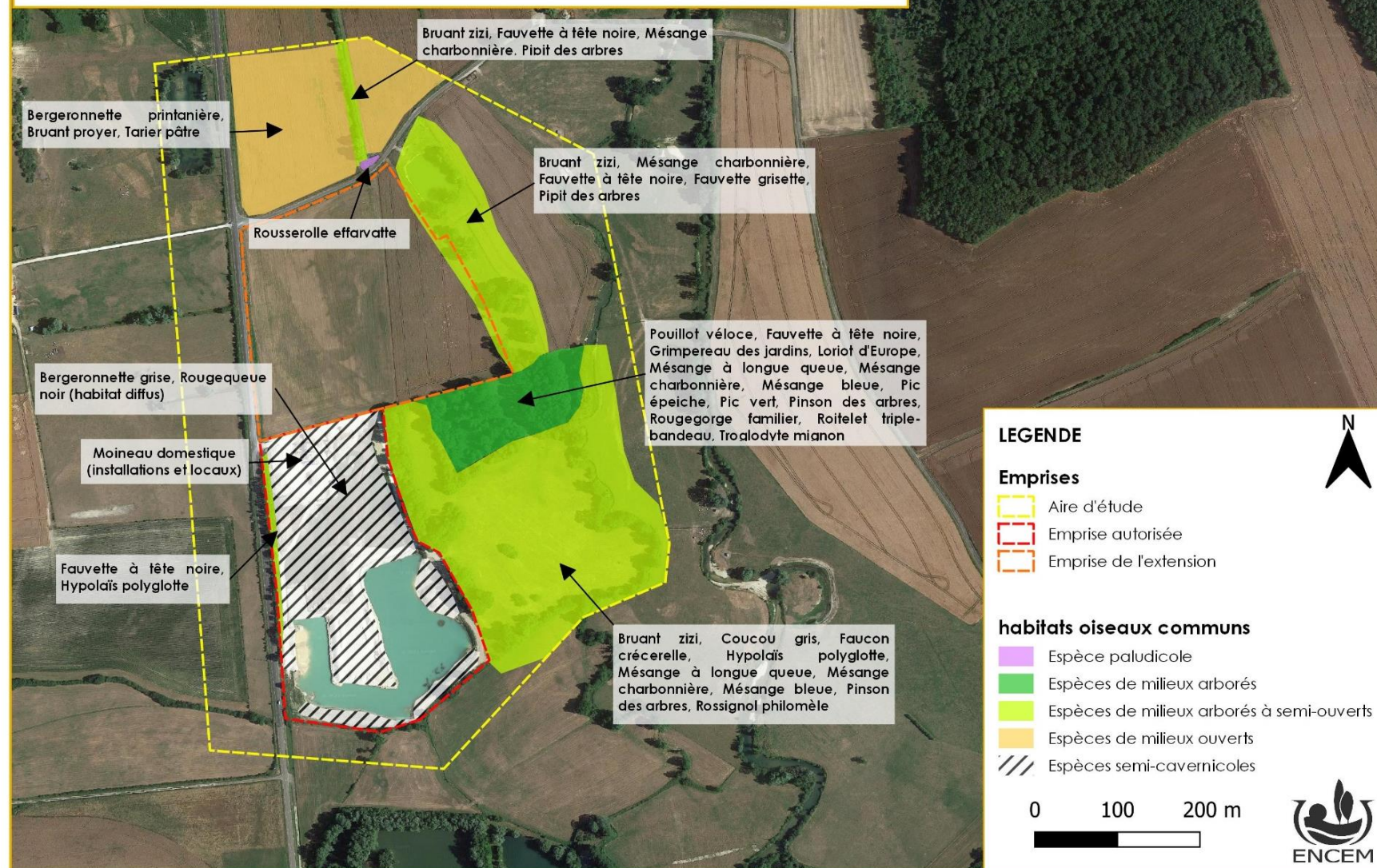
La liste des espèces contactées est dressée dans le tableau 8 « Enjeux des espèces d'oiseaux ». Cette liste comporte quelques erreurs à corriger : classement dans la catégorie de liste rouge 1 (Moineau domestique, Chevalier guignette, Chardonneret élégant), présence sur la liste des espèces protégées (Chevalier culblanc, Choucas des tours, Faucon crécerelle). L'aire d'étude comprend donc 48 espèces d'oiseaux protégés et non 45 comme indiqué dans le dossier.

Les statuts de menace et de protection de ces espèces doivent effectivement faire l'objet de corrections. Cela n'introduit cependant pas de nouveaux impacts sur les espèces, car tous les cortèges sont pris en compte.

Par ailleurs, la réglementation des espèces protégées ne distingue pas selon la vulnérabilité ou la patrimonialité des espèces. Dès lors qu'une espèce est protégée, la destruction ou la perturbation des individus est interdite, ainsi que la destruction, l'altération ou la dégradation de son habitat s'il est protégé. Or, la figure 41 du dossier « Localisation des oiseaux nicheurs et de leurs habitats » ne représentent que 10 oiseaux nicheurs patrimoniaux, alors que le tableau 8 « Enjeux des espèces d'oiseaux » indiquent 26 oiseaux protégés nicheurs certains ou probables (sans compter les nicheurs possibles). L'habitat de chaque cortège d'espèce s'entend au sens de l'arrêté fixant la liste de ces espèces protégées, à savoir « les éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques ». Le dossier doit donc localiser sur une carte tous les oiseaux protégés dont le site de reproduction ou l'aire de repos est situé, au moins partiellement, dans l'emprise du projet.

Les oiseaux nicheurs protégés communs et leur habitat ont été localisés sur la carte ci-après.

Localisation des oiseaux nicheurs protégés communs et leurs habitats



André Boureau SA - Commune de Lanty-sur-Aube (52)

Carte réalisée sur le logiciel QGIS - Source de la vue aérienne : Géoportail

En outre, dans le cadre du réaménagement, un linéaire de berge sableuse favorable à ces espèces sera aménagé. Toutefois, le dossier doit indiquer les actions de gestion qui permettront à ce linéaire de conserver son efficacité au fil du temps.

L'aménagement est prévu à la fin de l'exploitation, prenant le relai sur les habitats spontanés qui se formeront naturellement pendant l'exploitation du site (et qui font aussi l'objet de mesures de gestion adaptées à l'espèce). A terme, sa gestion ne pourra pas être assurée par l'exploitant lorsqu'il aura quitté les lieux. Néanmoins, ce type d'habitat situé en bord d'eau peut être entretenu naturellement par le battement naturel de la nappe, qui limitera la végétalisation de la berge, comme cela est indiqué dans l'étude.

Par ailleurs, il est indiqué dans la partie 4 de l'étude d'impact que « la société ANDRE BOUREAU propose qu'une réflexion soit menée avec les différentes parties prenantes (propriétaires fonciers, commune...) pour le maintien des enjeux écologiques dans le temps. Une notice de gestion sera ainsi réalisée dans les dernières années d'autorisation afin de synthétiser les enjeux du site, les modalités de gestion, ainsi que l'organisation des usages futurs. » Les rapports du suivi écologique seront utilisés pour élaborer cette notice de gestion.

Il sera ainsi préconisé de réaliser ponctuellement, dans la mesure où le futur propriétaire en aura la capacité technique, un rafraîchissement superficiel du front sableux afin de rétablir sa verticalité (en cas d'éboulement) et d'éliminer la végétation qui aura pu s'y développer.

Rappelons toutefois que l'habitat de l'Hirondelle de rivage n'est apparu que grâce à l'activité d'exploitation et qu'en tant qu'espèce pionnière, son développement est intimement lié à la poursuite de l'exploitation.

La mise en défens de la zone de nidification du Petit gravelot, pendant la saison de reproduction, est appropriée. Cependant, le dossier devra préciser la surface minimale mise en défens. En ce qui concerne son habitat, le dossier prévoit, avant l'obtention de l'autorisation demandée, la création d'habitats favorables dans le cadre du réaménagement des berges du plan d'eau exploité, actuellement en cours de réaménagement. D'une surface d'environ 1200 m², ces aménagements ne permettront pas de maintenir un habitat équivalent à celui qui serait détruit (12000 m²). Des mesures d'évitement ou de réduction supplémentaires doivent être présentées. De plus, le dossier doit également indiquer les actions de gestion qui permettront à cet aménagement de conserver son efficacité au fil du temps.

La zone de nidification du Petit gravelot mise en défens devra être au minimum de 200 m². Un enclos devra être installé après la découverte de nids dans un milieu favorable. L'enclos pourra être délimité avec des matériaux légers (piquets de ganivelles ou de piquetage de chantier). Néanmoins, si l'espèce s'installe sur les zones réaménagées à son intention, la mise en défens ne sera ni nécessaire ni conseillée, pour éviter tout dérangement inutile.

L'ensemble de la zone dédiée au Petit gravelot est une plage minérale graveleuse de 800 m², qui suffira largement à la nidification d'un couple.

En plus de cette plage graveleuse mise à disposition tout de suite, un ensemble d'îlots graveleux seront mis en place à proximité de la berge Ouest du plan d'eau actuel, sur une surface d'environ 400 m², ce qui confère un total de 1200 m² qui seront permanents dans le temps.

La zone pionnière qui sera maintenue à l'Est sur 3 000 m² sera également très intéressante pour cette espèce recherchant les sols nus.

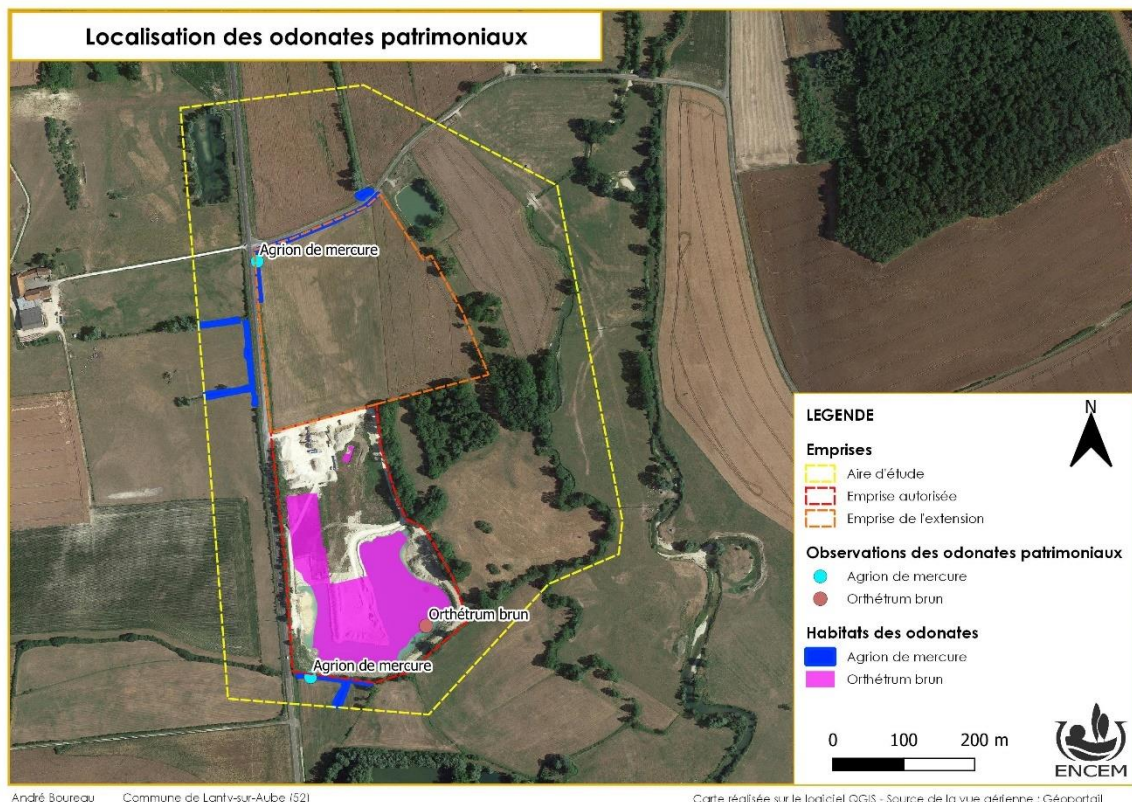
Ainsi, ce seront 4 200 m² d'habitat pérenne qui seront disponibles pour la nidification du Petit Gravelot après la fin de l'exploitation, sachant que l'espèce pourra également profiter de l'ensemble des berges réaménagées pour se reposer et se nourrir.

Il est important de rappeler que le Petit gravelot est présent sur la carrière grâce à l'exploitation, qui lui a offert un milieu pionnier en bord de plan d'eau très favorable. La surface identifiée de 12 000 m² est à ce titre très artificielle et uniquement liée à l'activité du site. Elle est donc amenée à être réduite et réaugmentée en fonction des phases d'exploitation, événements auxquels le Petit Gravelot s'adapte facilement. La poursuite de l'exploitation continuera donc de lui fournir un habitat pionnier tout au long de l'exploitation, en plus de la zone déjà mise en défens au Sud. Le couple de Petit gravelot pourra ainsi se maintenir durant toute l'exploitation. La fin de l'exploitation correspond à une fermeture de ces milieux pionniers dans sa majorité, milieux qui sont très difficiles à maintenir dans le temps.

1.4. CONCERNANT LES INSECTES

Pour prévenir la destruction des individus et de l'habitat d'espèce, le demandeur prévoit de maintenir en l'état une partie de la bande de 10m comprenant le fossé humide constituant l'habitat de l'Agrion de Mercure (mesure E1). Pour SEBP, le choix de ne préserver que partiellement le fossé humide doit être explicité au regard de l'aire vitale de l'espèce considérée.

L'intégralité du fossé autour de la zone d'exploitation, constituant le milieu de reproduction de l'Agrion de Mercure, est préservé par la mesure d'évitement E1. Ce qui est partiellement évité, c'est la bande de 10 m, qui n'est en effet pas concernée par un évitement total. Cela est visible sur les deux cartes suivantes :





1.5. CONCERNANT LA FLORE

La mesure d'élimination rapide, avec coupe des robiniers en dehors de la période de nidification, est de nature à répondre aux impacts potentiels de ces EEE. Une trace de ces interventions sera conservée, afin de faciliter les contrôles ultérieurs.

Un registre sera tenu par l'exploitant pour chaque intervention relative aux EEE. Le registre comportera la date, la nature de l'opération, les surfaces traitées et la méthode d'éradication. L'exploitant pourra s'appuyer sur le suivi écologique afin de cibler la gestion des espèces.

2. CONCERNANT LE SUIVI DES ESPECES PROTEGEES

Le suivi des amphibiens s'effectuera annuellement pendant toute la durée de l'autorisation.

Un programme de suivi sera élaboré, comprenant les objectifs de suivi, les modalités, les critères, la fréquence, le nombre de passage par année de suivi, les périodes de passage, le protocole de collecte des données. Le programme de suivi est élaboré dès l'obtention de l'autorisation et transmis à la DREAL.

Les résultats des suivis sont inscrits dans un rapport comportant notamment une liste des espèces rencontrées, une cartographie d'occupation de ces espèces, une évaluation des populations en place et de leur évolution, la localisation des espèces, une évaluation de l'efficacité des mesures mises en place. À la fin de chaque année de suivi, ce rapport est rédigé et transmis à la DREAL, avant le 31 mars de l'année suivante.

Le programme de suivi sera élaboré dès l'obtention de l'autorisation d'exploitation.

3. CONCERNANT LES TERRAINS AGRICOLES

Le projet conduit à une réduction de surfaces sur lesquelles est exercée une activité agricole. Il doit donc être soumis pour avis à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. La saisine de la CDPENAF peut être adressée à ddt-cdpenaf@haute-marne.gouv.fr.

La société a transmis à la CDPENAF le dossier de compensation agricole collective élaborée en parallèle de la demande d'autorisation d'exploiter, par mail en date du 22 mars dernier, conformément aux instructions ci-dessus.

4. CONCERNANT LES DOCUMENTS D'URBANISME

Un PLUi est en cours d'élaboration et devrait être opposable d'ici fin 2023. Actuellement, le projet de règlement n'autorise pas explicitement ce type d'installations. En fonction de la temporalité de l'instruction de présente DAE, il conviendra de vérifier la règle d'urbanisme applicable en fin d'instruction.

Sans remarque.